

Angers

OF 10-11/05/2025

Le Secours populaire face au défi de la précarité

L'association française de solidarité, qui fête ses 80 ans cette année, voit le nombre de demandes d'aide augmenter à Angers et en Anjou. L'antenne départementale est en difficultés financières.

L'atmosphère est celle d'une fin de permanence. Au Secours populaire d'Angers, quelques personnes sortent des locaux les bras chargés d'aliments. D'autres partagent encore des éclats de rire dans la salle conviviale, bénéficiaires et bénévoles confondus. Comme une célébration avant l'heure des 80 ans de l'association de solidarité, née au sortir de la Seconde guerre mondiale.

Mais dans les coulisses, le contexte économique de l'association fait grincer les dents. « C'est compliqué, soupire Ludovic Cadeau, secrétaire général du Secours populaire français en Maine-et-Loire. On a beaucoup de difficultés financières. » L'antenne départementale a terminé 2024 avec un déficit de 106 000 €. L'équation est simple : « Les dons des particuliers stagnent et les dépenses augmentent. Comme tout le monde, on subit l'inflation », et ses effets « boule de neige », à la fois sur les prix de l'énergie, des aliments, mais aussi sur les dépenses des foyers.

Hausse de la précarité

« Ça a fait augmenter le nombre de personnes en situation de précarité et ça a aussi amplifié les difficultés de ceux qui l'étaient déjà », pose Florent Guerif, responsable de la permanence d'Angers. Depuis quelques mois, il observe une hausse des demandes d'aide. Chaque semaine, 30 à 40 familles sont refusées, par manque de place et de moyens. Et pour les bénéficiaires, la contribution financière demandée - calculée selon les revenus du foyer - devient difficile à sortir. « Même sur les très petites participations, certains s'endettent. On doit rester vigilant », poursuit Florent Guerif.

Le Secours populaire compte neuf antennes en Maine-et-Loire. « En zone rurale, on serrait d'abord échapper à cette hausse de précarité, mais elle est maintenant là depuis plusieurs mois », se désole Ludovic Cadeau.

" On aimerait ne pas fêter nos 90 ans »

Les denrées alimentaires sont revues à la baisse. Dans l'entrepôt de stockage sont empilées des caisses de pommes de terre, de conserves de champignons ou de lait. « Il y a beaucoup d'aides de l'État », observe le secrétaire général, mais l'Union euro-

péenne, avec son programme de Soutien européen à l'aide alimentaire (SEAA) a diminué de 15 %. Les grandes enseignes, qui marchent maintenant à flux tendu, laissent aussi moins d'inventaires à récupérer.

À l'échelle du département, le Secours populaire peut au moins se réjouir de ne pas manquer de bras. 200 bénévoles se relaient à Angers, et 700 dans le reste du territoire. À la fois pour la distribution des denrées alimentaires, mais aussi pour organi-

ser des ateliers bien-être, conseiller les bénéficiaires sur les aides à disposition...

Malgré le contexte, tous se réuniront durant le mois de mai pour des temps de fête, à l'occasion des 80 ans. Dans la salle conviviale, tapissée de couleurs et de drapeaux de pays, Ludovic Cadeau se réjouit, et espère : « On aimerait ne pas avoir à fêter nos 90 ans, parce que ça voudrait dire qu'il n'y aurait plus de précarité. »



Dans la permanence d'Angers du Secours populaire, Ludovic Cadeau, Florent Guerif et les bénévoles accueillent en moyenne 70 foyers par jour. Photo: Quentin